

République Démocratique du Congo
Evaluation de la stratégie et du programme de pays
Document d'Orientation

Table des matières

Equivalent en monnaie, poids et mesures	i
Sigles et acronymes	i
Carte des projets appuyés par le FIDA	ii
I. Introduction	1
II. Contexte du pays	1
III. Aperçu des opérations appuyées par le FIDA et évolution du programme d'options stratégiques	8
IV. Processus d' Evaluation, méthodologie et objectifs	11
A. Performance du portefeuille de projets	13
B. Activités hors-prêts	14
C. Performance des partenaires	15
D. Synthèse de la performance de la stratégie et du programme de pays	16
E. Elements clés de l'évaluation	17
Annexes	
Cadre d'évaluation de l'ESPP de la RDC	21
Résumé des dons régionaux en RDC	27
Théorie du Changement	29
Bibliographie	29

Equivalent en monnaie, poids et mesures

Unité monétaire = Franc Congolais (CDF)

1,0 USD = 925,8 FC (Février 2016)

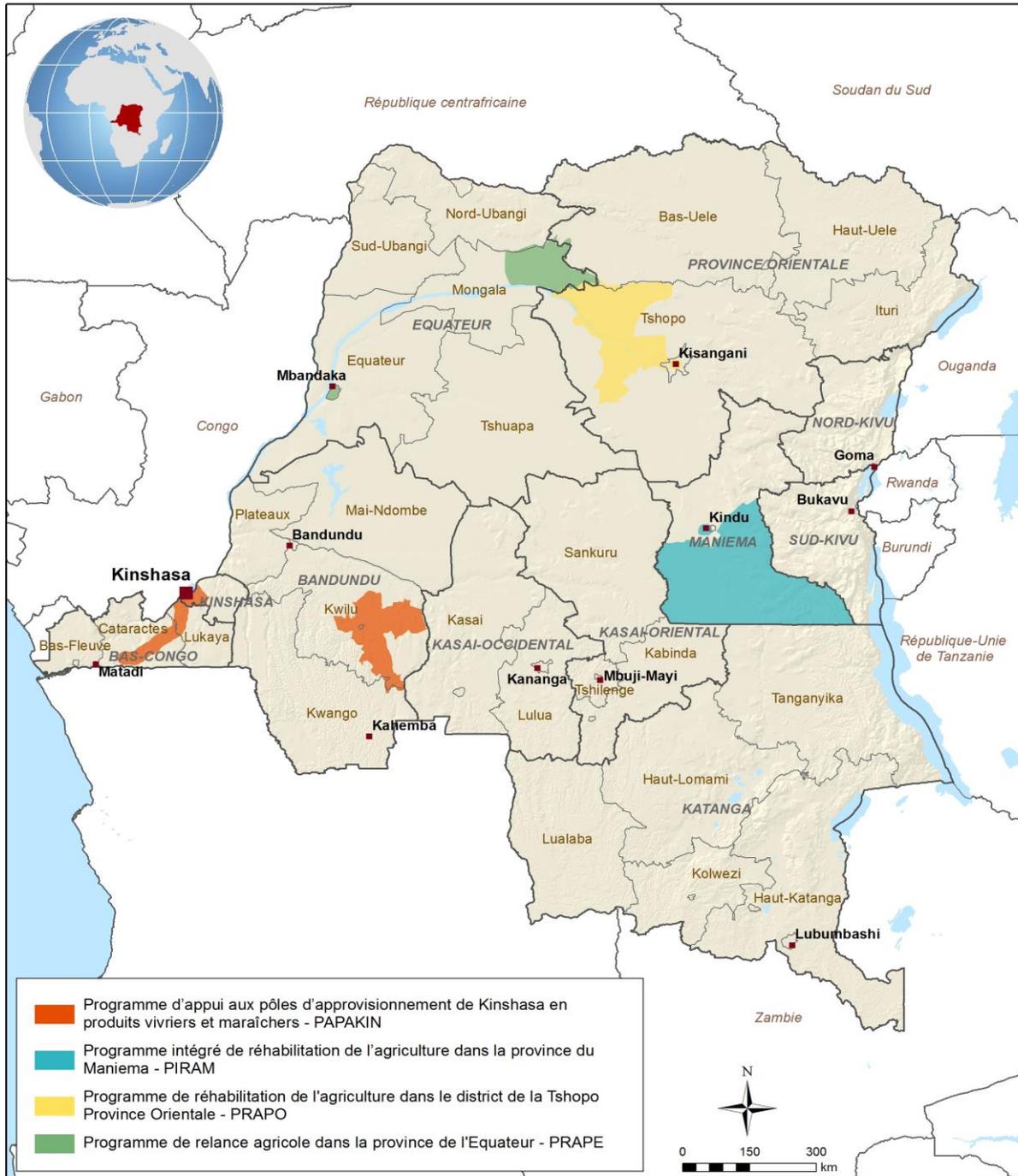
Sigles et acronymes

BAD	Banque Africaine de Développement
BIE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
CARG	Conseils agricoles et ruraux de gestion
COSOP	Programme d'option stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de Portefeuille pays
DSCRP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
ESPP	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
FBS	Fonds Belge de Survie
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
IDA	Association internationale de développement (Banque mondiale)
IDH	Indicateur de développement humain
INADES	Institut Africain pour le développement économique et social
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC
OCDE	Organisation pour le commerce et le développement économiques
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisation paysanne
PAPAKIN	Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraichers
PIB	Produit Intérieur Brut
PIRAM	Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PPTÉ	Pays Pauvres Très Endettés
PRAPE	Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur
PRAPO	Programme de Relance Agricole dans la Province Orientale
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RDC	République Démocratique du Congo
RNB	Revenu national brut
SSADR	Stratégie sectorielle de l'agriculture et du développement rural
UGP	Unité de gestion du Programme
UNOPS	Bureau des Nations-Unies pour les services aux projets
USD	United State dollars
WCA	Division du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (West and Central Africa Division)

Carte des projets appuyés par le FIDA

République démocratique du Congo

Évaluation de la stratégie et du programme de pays



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 10-02-2016

République Démocratique du Congo

Evaluation de la stratégie et du programme de pays

Document d'Orientation

I. Introduction

1. Suite à la décision du Conseil d'administration du FIDA¹, le Bureau indépendant de l'évaluation (BIE) effectuera en 2016 une Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) du FIDA en République Démocratique du Congo (RDC). Cette évaluation a été annoncée officiellement le 9 décembre 2015 au Gouverneur de la RDC auprès du FIDA, S.E. Emile Christophe Mota Ndongo, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage.
2. L'ESPP a pour objectifs principaux d'évaluer la performance du programme et l'impact des opérations du FIDA en RDC et de fournir les éléments de base pour la préparation du nouveau Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui sera agréé par le FIDA et par le Gouvernement de la RDC en 2016. Les activités du FIDA en RDC n'ont, à ce jour, jamais fait l'objet d'une ESPP.
3. Précédemment à cette ESPP, les autres évaluations menées par le Bureau indépendant de l'évaluation (BIE) du FIDA en RDC concernent deux évaluations au niveau de l'institution, dont une qui a porté sur l'engagement du FIDA dans les pays et contextes fragiles et en conflits (voir schéma 1 ci-dessous).

Schéma 1

Evaluations précédentes menées par le BIE concernant la RDC (Depuis 2003)

Type d'évaluation	Nom de l'évaluation
Evaluation au niveau de l'institution	Evaluation de l'engagement du FIDA dans les Etats et situations fragiles et affectés par les conflits (2015)
Evaluation au niveau de l'institution	Evaluation du Programme Pilote de présence sur le terrain du FIDA (2007)

Source: Site du FIDA, Bureau Indépendant de l'évaluation.

4. Parallèlement à l'ESPP, une Evaluation de la performance du Programme de Relance agricole dans la province Orientale (PRAPO) et une Validation du rapport d'achèvement de projet pour le Programme de Relance agricole dans la province de l'Équateur (PRAPE) seront effectuées. Les résultats de ces évaluations seront intégrés à l'analyse du portefeuille de projets menée dans le cadre de l'ESPP.
5. Ce document d'orientation décrit brièvement le contexte du pays, la stratégie et le programme du FIDA en RDC, ainsi que le processus d'évaluation, sa méthodologie et ses objectifs.

II. Contexte du Pays

Géographie

6. La République Démocratique du Congo (RDC) est un Etat d'Afrique Centrale qui s'étend sur la majeure partie du bassin du fleuve Congo. Il partage ses frontières avec 9 pays que sont la République du Congo à l'ouest, la République centrafricaine et le Soudan du Sud au nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'est, la Zambie et l'Angola au sud.

Avec une superficie de 2,34 millions de km², son territoire est le deuxième plus vaste d'Afrique et sa population d'environ 79 millions d'habitants (estimation Juillet

¹ Décision de la 116^{ème} session du Conseil d'Administration en date du 16-17 Décembre 2015.

2015) - dont près de 70% vit en milieu rural - en fait le quatrième pays le plus peuplé du continent.

7. La RDC possède de nombreuses richesses et ressources naturelles (millions d'hectares de terres arables et de forêt, potentiel hydraulique, hydrocarbures, minerais...). Ce potentiel pourrait se traduire par le développement économique et social du pays et jouer un rôle moteur dans l'économie du continent. Mais il est également source de convoitises, de corruption et de conflits.

Politique et Institutions

8. Sur fond de compétition pour l'accès aux ressources, d'ingérence étrangère et de clivages ethniques, la RDC est le théâtre, depuis deux décennies, d'un conflit latent considéré comme le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. On estime à plus de trois millions et demi le nombre de morts, auxquels s'ajoutent 2 658 000 millions de déplacés, 450 000 réfugiés² et plusieurs millions de personnes affectées. L'urgence humanitaire est toujours d'actualité dans les zones les plus instables de la RDC. L'intensité du conflit se concentre principalement dans l'Est du pays, où groupes armés et milices, congolais ou étrangers, se livrent des combats et sèment la terreur parmi les populations civiles.

Des avancées significatives ont cependant été notées sur le plan sécuritaire grâce aux opérations militaires menées ces dernières années par les Forces armées de la RDC (FARDC) avec l'appui de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Toutefois, la situation demeure fragile compte tenu de la lenteur du processus de désarmement et de réinsertion des anciens militaires ainsi que de la présence résiduelle de mouvements rebelles dans certains territoires.

9. La RDC accède à l'indépendance le 30 juin 1960, suite à une longue période de domination coloniale belge. En 1965, Mobutu Sese Soko accède au pouvoir et instaure un régime autoritaire. Il initie un mouvement politique appelé "zaïrianisation", qui consiste à effacer tout vestige occidental de la période coloniale (matériel, culturel...). Son régime conduit également à une déstructuration profonde de l'économie et de l'Etat congolais et lèguera un secteur public inefficace marqué par la corruption et le clientélisme.³ L'économie atteint des niveaux records de récession à partir de 1990, suite notamment à l'instabilité institutionnelle, à la suspension de la plupart des programmes de coopération bilatérale et multilatérale, ou encore aux pillages des années 1991 et 1993.⁴ Les guerres déclenchées en 1996 et qui ne prendront officiellement fin qu'en 2003 ne feront qu'aggraver une situation économique déjà particulièrement détériorée. Le taux de croissance du PIB réel passe de -6,6% en 1990 à -14% en 1999.⁵
10. En 2001, Joseph Kabila Kabange succède à son père Laurent-Désiré Kabila. Une période de transition s'en suit avec la fin officielle de la Guerre en 2003 et l'organisation d'élections présidentielles en 2006 qui conforte le président Kabila au pouvoir. Il est réélu en 2011, suite à des élections contestées, pour un second mandat de 5 ans, non renouvelable en vertu de la constitution. De nombreux progrès ont été réalisés pour redresser un pays marqué par des décennies de conflits, d'autoritarisme et de déstructuration de l'économie. L'une des priorités reste tout de même le renforcement des institutions de l'Etat, sa capacité à se déployer sur l'étendue du territoire et assurer une gestion efficace et efficiente des ressources publiques pour promouvoir la croissance et le développement.⁶ A ce

² UNHCR, DRC, <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d55f.html>

³ Banque Mondiale, Independent Evaluation Group, World Bank Group Assistance to Low-Income Fragile and Conflict-Affected States Evaluation, Appendix C, Democratic Republic of Congo, p.17, Décembre 2013

⁴ FAO, NEPAD, Gouvernement de la RDC, Appui à la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)-NEPAD, P. 3, Mars 2006

⁵ ibid

⁶ Banque Mondiale, Département de la Gestion Macroéconomique et Budgétaire, Région Afrique, République Démocratique du Congo, Revue de la Gestion des Dépenses Publiques et de la Responsabilisation Financière, p. i, Septembre 2015

titre, une attention particulière est accordée par certains bailleurs, notamment la Banque mondiale, au renforcement des capacités institutionnelles de l'Etat et de ressources humaines compétentes et dotées de moyens pour accomplir leur mission⁷.

11. Le contexte politique actuel est marqué par une certaine tension liée à la volonté du président en exercice, Joseph Kabila, de réviser la constitution afin de briguer un troisième mandat. La question de la révision constitutionnelle et le calendrier électoral proposé par la Commission électorale nationale indépendante ont dominé le débat politique récemment. Des concertations nationales ont été tenues en septembre et octobre 2013 et ont abouti, entre autres, à la formation d'un gouvernement de cohésion nationale en Décembre 2014 dirigé par le Premier ministre Matata Ponyo. Concernant les élections, le calendrier de la CENI prévoyait un cycle électoral qui débiterait avec les élections municipales, locales et provinciales en octobre 2015 et s'achèverait en novembre 2016 avec les élections présidentielles et législatives.

A ce jour, seules des élections pour désigner les gouverneurs de province ont été annoncées pour mars 2016. En vue de trouver une issue, un dialogue politique, sous l'égide de l'Union Africaine, a été récemment convoqué par le Président Kabila mais certains partis politiques sont réticents à y participer.

12. La RDC, de par l'étendue de son territoire, son accès limité à une façade maritime et l'état de ses infrastructures est un pays fortement enclavé. Il se caractérise également par de fortes disparités socio-économiques entre provinces et entre milieu urbain et milieu rural. En 2006, la "décentralisation égalitaire" a été inscrite dans la constitution et le gouvernement a entamé un processus de décentralisation. L'objectif étant de rapprocher les congolais de leurs autorités locales et de limiter la concentration du pouvoir au niveau central. En théorie, le processus doit aboutir à un transfert de compétences dans les domaines de la santé, l'école primaire et secondaire et l'agriculture au profit des autorités provinciales. Mais l'évolution du processus est lente et son coût mal maîtrisé.

Un nouveau découpage territorial est effectif depuis le 30 juin 2015 et le pays compte désormais 26 provinces contre 11 auparavant. Ces nouvelles provinces sont sous-divisées en territoires, secteurs et chefferies.

13. Dans un contexte où les institutions de l'Etat doivent être renforcées, les acteurs de la société civile ont aussi un rôle important à jouer. Selon le COSOP 2011, les Conseils agricoles et ruraux de gestion (CARG), mis en place en 2009 par le Ministère de l'Agriculture au niveau des territoires, servent de forum d'échanges et de prise de décisions entre la société civile et les services publics. Les CARG ont favorisé le développement des Organisations Paysannes dont la structuration, pour la plupart, reste néanmoins faible, et ont permis de renforcer leur volonté de devenir des interlocuteurs clés au service de chaque petit producteur-membre, aux côtés d'entreprises et de l'Etat. L'émergence de cellules de plaidoyer a contribué à l'adoption d'une loi en mai 2011 portant sur les principes fondamentaux en la matière et les Organisations paysannes sont impliquées dans l'élaboration des mesures d'application de cette loi afin de s'assurer que les intérêts de leurs membres sont bien pris en compte.

Economie

14. La situation politique et sécuritaire incertaine contraste avec une croissance économique vigoureuse et un cadre macro-économique relativement stable. De nombreux progrès ont été enregistrés ces dix dernières années en vue de

⁷ A titre d'exemple, l'initiative de restructuration et de renouvellement des cadres, Financée par la Banque mondiale, cherche à renforcer les capacités du Ministère de l'Agriculture et du Ministère du développement rural, dont les ressources humaines se renouvellent difficilement et qui sont en général faiblement opérationnels, du fait notamment du manque de moyens financiers, d'équipements, de matériels et de capacités d'intervention du personnel

redresser le pays suite à plusieurs décennies de mauvaise gouvernance, de conflits et de déstructuration de l'économie. La croissance du PIB est supérieure à 7% depuis 2010 et le taux d'inflation a été maîtrisé en 2014 autour de 1,2%. Entre 2007 et 2014, le PIB a doublé, passant de 16 milliards de dollars à plus de 33 milliards.⁸ Cette croissance a été principalement impulsée par le secteur minier, soutenu par le redressement des cours des matières premières. Cette bonne performance macro-économique a permis à la RDC d'atteindre en 2011 le Point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et de bénéficier d'une réduction substantielle de sa dette.⁹

Mais la conjoncture actuelle marquée par une instabilité au niveau politique et une chute des cours des matières premières entrainera un ralentissement économique. La croissance économique enregistrée en 2015 est de 7% contre 9% en 2014 et les prévisions pour 2016 annoncent une croissance encore plus faible à 6%.¹⁰

Schéma 1
Indicateurs macroéconomiques¹¹

	2013	2014(e)	2015(p)
Croissance du PIB	8.5	8.9	9.0
Taux de croissance du PIB réel par habitant	6.0	6.4	6.6
Inflation	0.8	1.2	1.8
Solde budgétaire (% PIB)	-1.7	-3.7	-3.9
Compte courant (% PIB)	-10.2	-8.4	-4.1

Source: Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

15. Par ailleurs, cette croissance économique n'est pas inclusive et ne s'accompagne pas d'une amélioration sensible du niveau de vie des congolais. La RDC reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Le rapport PEFA de la Banque mondiale qui mesure la performance des systèmes de gestion des finances publiques a classé le pays (en 2012), dans la zone rouge, qui correspond aux pays marqués par une gouvernance déficiente et une faible allocation des ressources aux secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation. En 2012, 77,2% de la population vivait avec moins de 1,90 dollars par jour. Le RNB par habitant n'est que de 380 dollars et l'IDH, de 0.338, est parmi les plus faibles au monde, même si de récents progrès ont permis à la RDC de gagner 11 places dans le classement mondial, passant de la 186ème place sur 187 pays en 2013 à la 176ème sur 188 pays en 2014.¹²
16. La RDC occupe la 184ème place (sur 189 pays étudiés) dans le classement 2016 du rapport *Doing Business*, publié depuis 2003 par la Banque mondiale, et qui mesure la réglementation des affaires et son application effective dans les économies. Des efforts dans le domaine de la création d'entreprise et dans l'octroi de permis de construire ont permis au pays de gagner 3 places au classement global cette année. Ils sont cependant insuffisants pour améliorer sensiblement l'environnement des affaires en RDC qui fait face à des faiblesses structurelles dans

⁸Banque Mondiale, Banque de données,

<http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=COD&series=&period=#advancedDownloadOptions>

⁹ L'initiative PPTTE vise à rendre la dette des pays les plus pauvres soutenables. En RDC, cet allègement de la dette équivaut à une réduction de 12,3 milliards de dollars, soit plus de 80% du stock de la dette extérieure

¹⁰ Economist Intelligence Unit, DRC Country Report, Janvier 2016, p. 2

¹¹ Alexandre Nshue Mokime, Ernest Bamou, Perspectives Economiques en Afrique, BAD, OCDE, PNUD, 2015, p.3

¹² Rapport mondial 2015 sur le développement humain http://www.cd.undp.org/content/dam/dem_rep_congo/docs/UPS/UNDP-CD-RDH-2015-%20fran%C3%A7ais-%2018-nov-2015.pdf

plusieurs secteurs clés tels que le règlement de l'insolvabilité, le commerce transfrontalier ou la protection des investisseurs minoritaires.¹³

Indicateurs sociaux

17. Le niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle du pays reste alarmant: 54% des ménages ruraux souffrent d'insécurité alimentaire, environ 23% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique et 8% souffrent de malnutrition aiguë, l'insuffisance pondérale touche un enfant sur quatre. La pression démographique représente à ce titre un défi avec une croissance démographique élevée, à 3,2%. La population s'accroît d'environ deux millions d'habitants chaque année et l'espérance de vie à la naissance est de 58 ans. On estime le nombre de personnes âgées de moins de 20 ans à environ 61% de la population totale.¹⁴
18. En RDC, les femmes figurent parmi les victimes principales des conflits et de l'instabilité chronique du pays. Plusieurs centaines de milliers d'entre elles ont souffert de violences sexuelles, de déplacements forcés et d'autres formes d'exactions. Un rapport officiel¹⁵ sur les données des violences sexuelles et basées sur le genre, montre que pour la seule année 2012, plus de 18.795 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été recensées, dont 89% correspondent à des violences sexuelles commises dans les zones en conflits. Les Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, notamment les Résolutions 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), ont souligné la gravité du phénomène, en le considérant désormais comme une menace grave à la paix et à la sécurité. Afin de combattre ce fléau et coordonner les actions entreprises, le gouvernement de la RDC a adopté en 2009 une Stratégie Globale de Lutte contre les Violences Sexuelles dans la RDC¹⁶, en concertation avec les Nations-Unies et les partenaires de développement impliqués sur la question.
19. Le nombre moyen d'enfants par femme en RDC varie de 5,4 en milieu urbain à 7,3 en milieu rural.¹⁷ Le pays a l'un des taux de mortalité maternelle le plus élevé du monde, avec 850 morts pour 100 000 naissances (FNUAP, 2015). L'analyse des inégalités Genre met également en évidence la persistance des déséquilibres en matière de parité entre hommes et femmes dans tous les domaines de développement : économiques, sociaux, culturels et politiques. La présence féminine aux niveaux décisionnels de l'administration reste faible. Les femmes actives ne sont que 2,8% dans les activités salariées contre 12% pour les hommes. Elles sont principalement concentrées dans l'agriculture (70% dans l'agriculture traditionnelle) et dans le secteur informel (60%), notamment le commerce.¹⁸

Agriculture et Environnement

20. Les potentialités du pays sont pourtant considérables. La RDC dispose d'un relief très diversifié avec plusieurs types de végétations (forêt, savane, steppes). La forêt du bassin du Congo qui couvre 60% du territoire est la plus vaste au monde après celle de l'Amazonie et stocke plus de 8 pour cent du carbone mondial, ce qui en fait le quatrième plus grand réservoir de carbone forestier du monde¹⁹. Les

¹³ World Bank. 2016. Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency. DRC. Washington, DC: World Bank Group

¹⁴ FNUAP RDC, <http://www.unfparc.org/dossier.php?num=162&style=bleu&numdos=61>

¹⁵ Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, FNUAP, Ampleur des violences sexuelles en RDC et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012, Juin 2013

¹⁶ Stratégie Nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNBVG), Ministère du Genre, de la famille et de l'enfant, RDC, Novembre 2009, http://monusco.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RxbG_S-GaVo=

¹⁷ République Démocratique du Congo, Enquête Démographique et de Santé 2013-2014, <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR218/SR218.pdf>

¹⁸ L'ensemble de ces données proviennent du document de la Stratégie Nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNBVG), Ministère du Genre, de la famille et de l'enfant, RDC, Novembre 2009, p.8-9, http://monusco.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RxbG_S-GaVo=

¹⁹ Greenpeace, <http://www.greenpeace.org/africa/fr/notre-action/Protegeons-les-forets/>

précipitations moyennes annuelles varient de 815 à 2 465 mm et les terres arables sont estimées à plus de 80 Millions d'hectares. Par ailleurs, le pays est pourvu d'un réseau hydrographique dense, bien réparti à travers l'ensemble du territoire et favorable au développement de l'irrigation sur près de 4 millions d'hectares. A cela s'ajoute des débouchés prometteurs avec un marché potentiel de plus de 100 millions d'habitants, incluant les pays frontaliers.

21. Le territoire de la RDC est donc bien disposé pour le développement de l'agriculture. Pourtant, le secteur agricole affiche un taux annuel de croissance de 2%, largement en deca de la croissance démographique, et représente seulement 1,4% du budget de l'Etat en 2011 et moins d'un pourcent des décaissements effectifs. Et ce, alors qu'il emploie 64% de la population active et génère 33,4% du PIB²⁰.

En vue de dynamiser le secteur, le gouvernement congolais a identifié l'agriculture comme l'un des leviers du développement économique dans son Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté-2 (2011-2015). Une Stratégie sectorielle de l'agriculture et du développement rural a été adoptée en avril 2010 et accorde la priorité à l'agriculture vivrière de type familial et industriel pratiquée dans des zones à haut potentiel agricole, à forte densité de population et ouverte aux marchés. Dans la continuité de cette stratégie, un Plan national d'investissement agricole (PNIA) pour la période 2013-2020 a été formulée et vise principalement à promouvoir les filières agricoles (notamment vivrières) et à développer l'agro-industrie.

22. Les ressources naturelles revêtent une importance clé en RDC, à maints égards²¹. Plus de la moitié de l'immense territoire est occupée par des exploitations minières, forestières et pétrolières. Le capital naturel, bien que fortement dégradé par endroit, est encore relativement intacte et en bon état. Toutefois la croissance démographique rapide et une soif pour les matières premières exercent des pressions multiples.
23. Si les ressources naturelles ont joué un rôle relativement limité dans le déclenchement des conflits, elles en sont les sources principales de financement, en particulier grâce aux richesses minières, mais également le bois, l'ivoire et la pêche. Le désenclavement pourrait accélérer la déforestation. Les déplacements de population à grande échelle ont également provoqué un impact environnemental prononcé sur la déforestation pour satisfaire la demande incessante en énergie et pour les besoins de logement. Un empiètement substantiel des parcs nationaux en est aussi une conséquence. Le cycle de dégradation commence avec la coupe de bois précieux, s'ensuit le bois de moyenne qualité, puis l'abattage pour produire du charbon de bois. Une fois que l'essor initial de nouveau centre de développement décroît, la population tombe typiquement dans le cercle vicieux de l'utilisation anarchique des ressources naturelles et la pauvreté.
24. L'agriculture itinérante sur brûlis avec un cycle raccourci d'exploitation et la collecte de bois pour l'énergie ont été identifiés comme étant les facteurs principaux de la dégradation des forêts et de la déforestation. La gestion des terres est un défi clé lié à cela: le régime foncier ambigu, un aménagement inadapté du territoire et la dégradation des terres sont les trois problématiques principales. Même si le régime coutumier n'est pas légal aux yeux du gouvernement, il reste le système en vigueur *de facto*. Selon une étude des Nations Unies, les deux causes principales du conflit (à l'exclusion de la zone de guerre dans l'est du pays) sont liées aux autorités coutumières et aux litiges locaux sur les terres. L'accès libre aux ressources communes et le régime foncier opaque découragent les paysans d'investir dans l'intensification agricole et l'amélioration de la gestion des

²⁰ Banque centrale du Congo, 2013

²¹ Le texte qui suit est basé sur: Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2012). Évaluation Environnementale Post-Conflit de la République Démocratique du Congo, Nairobi.

ressources naturelles. Le manque d'accès aux méthodes d'exploitation durable exacerbent cet état. Les femmes, qui produisent près de 70% de la production agricole et jouent un rôle charnière, sont particulièrement désavantagées pour l'accès aux terres et doivent souvent négocier l'utilisation temporaire de terres marginales. Les arrangements fonciers inadéquats ont conduit à une utilisation incontrôlée des terres qui est accentuée par les déplacements massifs de population et l'exode rural. Cette situation est d'avantage compliquée par l'absence d'un plan général d'aménagement du territoire.

25. Dans les zones urbaines, le problème est accentué par l'afflux d'un grand nombre de personnes déplacées et d'une migration rapide provenant des zones rurales en raison de l'effondrement de l'agriculture. L'agriculture urbaine et périurbaine dont dépendent les populations urbaines croissantes, est aussi soumise à des problèmes de contamination des légumes due à l'application d'eaux usées non traitées avec de répercussions potentielles sur la santé.
26. Le changement climatique devrait affecter la population de la RDC à cause de la modification du calendrier agricole et d'une probable baisse des rendements. Des modifications de la période de végétation pourraient en effet avoir un effet dévastateur sur l'alimentation de base de la population du pays, car l'immense majorité dépend de l'agriculture vivrière pluviale.

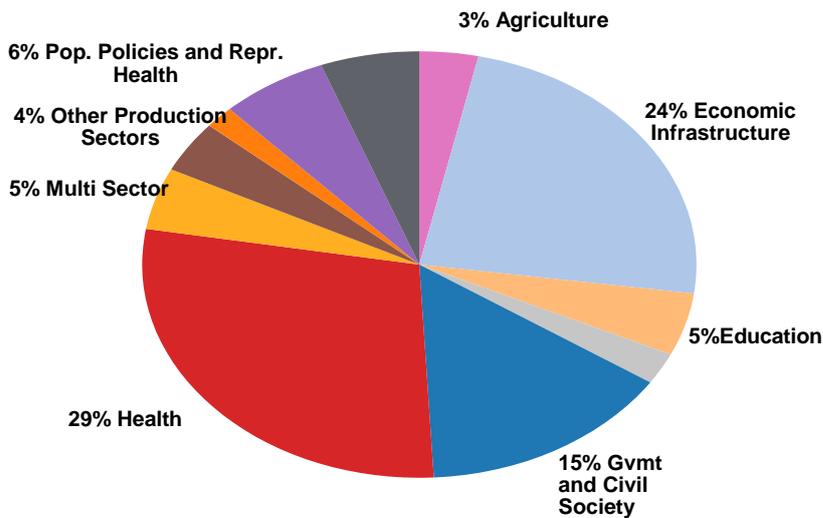
Aide extérieure

27. Les contributions annuelles des bailleurs pour la RDC sont estimées à 1,6 milliards de dollars. Ce montant est relativement modeste compte tenu de la taille du pays et des défis auxquels il fait face. L'aide programmable au pays par habitant est de 21 dollars par habitant (deux fois moins que la moyenne subsaharienne) et représente 5% du PIB. 70% des contributions des donateurs constituent l'aide programmable au pays et 19% sont consacrés à l'aide humanitaire et alimentaire. Les agences multilatérales contribuent approximativement à 60% du volume total (dont 26% provient de la Banque mondiale, 16% de la BAD, et autour d' 1% du FIDA) et les principaux partenaires bilatéraux sont les pays européens (principalement la Grande Bretagne) qui fournissent 25% du montant total et les Etats-Unis qui contribuent à hauteur de 13% du total. Selon les derniers chiffres de l' OCDE, les secteurs bénéficiaires qui apparaissent prioritaires sont ceux de la santé (29% du montant total), des infrastructures économiques (24%) et de la gouvernance et la société civile (15%). L'agriculture n'a reçu, en 2014, que 3% du volume total de l'aide programmable au pays.²²

²² L'ensemble des données de ce paragraphe proviennent de l'OCDE et peuvent être consultés sur le lien suivant http://public.tableau.com/views/CPA-Partnercountries/CPA-Recipient?amp%3B%3Aembed=y%3Adisplay_count=no%3AshowVizHome=no

Schéma 2

Aide programmable au pays par secteur , RDC, 2014 (OCDE, DAC)



28. L'ensemble des donateurs, bilatéraux et multilatéraux se retrouvent au sein d'un Groupe de coordination des bailleurs, codirigé par la Banque Mondiale et le PNUD, qui assure la coordination du Système des Nations Unies en RDC. Ils contribuent en son sein à la formulation des Documents Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) et à échanger des informations sur leur programme.

III. Aperçu des opérations appuyées par le FIDA et évolution du programme d'options stratégiques

29. Le premier financement du FIDA en RDC a été octroyé en septembre 1980 et concernait un "projet de développement de la culture du maïs dans les petites exploitations" du Kasai Oriental. 2 autres projets²³ seront financés dans les années 80. Le portefeuille du FIDA en RDC sera par la suite suspendu de 1993 à 2003 durant les conflits qui ont secoué le pays. En 2003, un Programme d'options stratégiques (COSOP) est formulé pour définir la nouvelle approche du FIDA. Puis, en 2005, le Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE), devient le premier projet mis en œuvre dans le contexte post-conflit et marquera le retour des activités du FIDA en RDC.
30. A ce jour, 8 projets ont bénéficié (ou bénéficient) d'un financement du FIDA, dont 5 depuis 2003. Ces projets se répartissent dans 10 provinces différentes²⁴ sur 11 dans l'ancienne configuration administrative et ciblent une population totale de plus d'un demi-million de ménages. Leur coût estimé total est de 339 millions de dollars avec un financement du FIDA à hauteur de 224,2 millions de dollars. Le Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers (PAPAKIN), actuellement en cours, représente plus d'un tiers du coût total du portefeuille, avec un coût global estimé à 114,9 millions de dollars.

²³ Projet de développement agricole du Lulua, 1984, Kasai Occidental ; Projet de développement agricole du Shaba méridional, 1987, Katanga

²⁴ Kasai Oriental, Kasai Occidental, Katanga, Equateur, Orientale, Maniema, Bas Congo, Kinshasa, Bandundu, Nord Kivu. Seule l'ancienne province du Sud Kivu n'a pas bénéficié d'un projet financé par le FIDA.

Schéma 3

Aperçu des opérations du FIDA en RDC dans la période post-conflit (2003-)

Premier projet financé depuis 2003	2005
Nombre de prêts/dons approuvés	5
Projets en cours	2
Montant total du financement FIDA	(US\$ millions) 195,1
Financement de contrepartie (Gouvernement et bénéficiaires)	(US\$ millions) 28,1
Montant du co-financement	(US\$ millions) 42,4
Coût total du portefeuille	(US\$ millions) 265,6
Types de financement	Dons (147,9 millions de dollars soit 76% du financement FIDA) / prêts à conditions très favorables (47,2 millions de dollars, soit 24% du financement FIDA)
Secteurs cibles	Développement agricole, Développement rural, Crédit et services financiers
Principaux co-financeurs	FSB, OFID, INADES ²⁵
COSOPs	2003 (reconduit en 2008) et 2012
Institutions coopérantes	UNOPS (jusqu'en 2010)
Gestion de Programme	Supervision des projets assurée par l'UNOPS jusqu'en 2011 (Chargé de Pays UNOPS basé à Nairobi) Programme de Présence sur terrain opérationnel depuis juillet 2005: - Chargé de Programme Pays FIDA basé à Rome de 2005 à 2011 avec une Chargée de l'appui sur le terrain basée à Kinshasa - Chargé de Programme Pays FIDA présent à Kinshasa depuis 2012. 1 seul Chargé de portefeuille résident depuis 2012 en la personne de Mme Rasha Omar. - Poste de Chargé de Portefeuille Pays à pourvoir (février 2016).
Organisme gouvernemental partenaire	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage

31. En 2003, suite à la fin officielle de la guerre, le FIDA a conçu un programme d'options stratégiques (COSOP) pour accompagner la RDC dans sa reconstruction et son développement. L'objectif général de la stratégie du FIDA était d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales démunies, en appuyant la transition

²⁵ L'Institut Africain pour le développement économique et social (INADES) Formation Congo est une association nationale faisant partie du réseau INADES Formation, créé en 1962 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Depuis, ce réseau s'est répandu à travers une dizaine de pays africains dont la RDC et s'intéresse aux questions relatives à l'agriculture, aux ressources naturelles ou au développement local. INADES Formation Congo est un partenaire des projets du FIDA en RDC, intervenant particulièrement dans le renforcement des capacités des Organisations paysannes. Dans le cadre du PAPA KIN, INADES est devenu pour la première fois co-financeur d'un projet du FIDA.

entre l'assistance humanitaire et le développement. Le COSOP 2003 s'articule autour de 4 objectifs spécifiques que sont : i) appuyer la croissance de la production agricole, ii) améliorer les circuits de commercialisation, iii) renforcer les capacités des organisations paysannes, et iv) augmenter l'accès des populations démunies aux services sociaux de base.²⁶ Le COSOP 2003 a été reconduit en 2008 pour une période de 4 années.

32. En 2012, un nouveau COSOP a été formulé pour une durée de 4 ans. Il comporte deux objectifs stratégiques que sont "i) l'amélioration de l'accès à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés locaux pour les petits producteurs et ii) la professionnalisation des organisations paysannes (OP) afin qu'elles deviennent des partenaires économiques et des interlocuteurs clés dans les zones rurales."²⁷
33. Une Théorie du Changement (TdC) préliminaire pour le programme FIDA en RDC est proposée en Annexe 3. Celle-ci présente les différents éléments d'objectifs et de résultats du programme mentionnés dans les COSOP de 2003 et 2011, avec les liens de cause à effet entre ces éléments selon l'interprétation du BIE. La TdC préliminaire sera ajustée et complétée sur la base d'une revue documentaire plus poussée et des discussions avec les parties prenantes de l'évaluation. Elle sera utilisée comme un outil clé de compréhension et d'évaluation du programme.

Schéma 4

Aperçu de la stratégie des COSOPs

	1 ^{er} COSOP (2003. 2008)	2 ^{ème} COSOP (2012)
<i>Objectifs</i>	4 objectifs spécifiques - appuyer la croissance de la production agricole, - améliorer les circuits de commercialisation, - renforcer les capacités des organisations paysannes - augmenter l'accès des populations démunies aux services sociaux de base	2 objectifs stratégiques: - amélioration de l'accès à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés locaux pour les petits producteurs - professionnalisation des organisations paysannes (OP) afin qu'elles deviennent des partenaires économiques et des interlocuteurs clés dans les zones rurales.
<i>Couverture et ciblage géographique</i>	4 critères de sélection: - Potentiel agricole - Accès aux marchés - Niveau de sécurité - Zone ayant reçu peu d'aide	- Le FIDA continuera à couvrir les provinces de l'Equateur, Orientale et du Maniema pour consolider les acquis - Le programme sera étendu aux zones rurales de production approvisionnant les grandes villes telles que Kinshasa.
<i>Collaborations avec d'autres bailleurs</i>	FAO, PNUD, Banque mondiale, UNICEF, FSB, CTB	Banque mondiale, BAD, FAO, CTB, USAID
<i>Stratégie de financement</i>	- Assurer la transition entre l'humanitaire et le développement en octroyant à la fois des prêts et des dons. - Etablir des co-financements avec des bailleurs bilatéraux et multilatéraux	- Mobiliser des sources de financement complémentaires auprès de partenaires

²⁶ FIDA, RDC, Programme d'option stratégiques pour le pays 2003 (COSOP), Septembre 2003, p.vii.

²⁷ FIDA, RDC, Programme d'option stratégiques pour le pays 2012(COSOP), Décembre 2011, p. iv.

<i>Dialogue politique</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à la conception du Document de la Stratégie Nationale de réduction de la pauvreté - Renforcer les capacités des OP pour qu'elles puissent défendre leurs intérêts 	-Influencer les politiques et stratégies à travers notamment la participation à des groupes thématiques sous la conduite du Ministère du Plan
<i>Gestion du programme-pays</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Audits réguliers pour assurer la transparence du projet - Flexibilité dans la planification des activités - Investir dans des opérations simples à gérer et superviser - Recourir aux services d'ONG spécialisés et d'organisations internationales présentes localement 	<p>Supervision directe du FIDA à travers un bureau résident dans le pays</p> <p>Examen annuel du programme du pays par le comité d'orientation</p> <p>Mise en place d'un système de S&E unifié des programmes financés par le FIDA</p>
<i>Risques identifiés</i>	NA	<p>Instabilité politique – mesure de mitigation: proposer au gouvernement un agenda sur la sécurité et le développement de secteurs économiques clés comme l'agriculture</p> <p>Corruption – mesure de mitigation: présence du chargé de programme de pays sur le terrain, recrutement d'un spécialiste</p> <p>responsable de la passation des marchés</p> <p>Changement climatique – mesure de mitigation: adopter une stratégie d'adaptation et de renforcement de la résilience des populations au changement climatique</p>

IV. Processus d' Evaluation, méthodologie et objectifs

34. **Objectifs.** Les principaux objectifs de l'ESPP sont les suivants: i) évaluer les résultats et la performance de la stratégie et du programme financés par le FIDA; et ii) produire des conclusions et des recommandations pour le futur partenariat entre le FIDA et la RDC visant à renforcer l'efficacité des activités de développement et d'éradication de la pauvreté rurale.
35. **Methodologie.** L'ESPP, conformément aux orientations du Manuel d'évaluation du FIDA²⁸, comprendra trois niveaux d'analyse, que sont:
- i) la performance et résultats du portefeuille de projets (analyse au niveau des projets individuels);
 - ii) les activités "hors prêt" et;
 - iii) la performance des partenaires (FIDA et gouvernement) dans la gestion du programme.
36. La performance de ces trois niveaux sera évaluée sur une échelle de notation allant de 1 à 6 (1 étant la note la plus faible et 6 la plus élevée²⁹). Bien que chacun de ces niveaux soit analysé séparément, il sera accordé une attention particulière aux synergies existantes entre eux et leur capacité à s'aligner mutuellement sur les orientations du COSOP. L'analyse de leur évaluation permettra d'ailleurs d'évaluer la pertinence et l'efficacité au niveau de la stratégie du pays.

²⁸ http://www.ifad.org/evaluation/process_methodology/doc/manual_f.pdf

²⁹ L'échelle de notation est: 1= très insuffisant; 2=insuffisant; 3=relativement insuffisant; 4=relativement satisfaisant; 5=satisfaisant; 6= très satisfaisant.

Les thématiques et questions d'évaluation suivantes orienteront l'ESPP:

- **La fragilité et les conflits** sont des thèmes récurrents en RDC où le pays se remet lentement d'une longue période de conflits. Les facteurs de ces conflits n'ont pas encore disparus et certaines provinces de l'Est sont encore instables et conflictuels. L'ESPP s'interrogera sur les effets du contexte fragile sur la mise en œuvre des projets et sur sa prise en compte dans les COSOP:
Dans quelle mesure les stratégies du FIDA (COSOPs) en RDC prennent-elles en compte la fragilité chronique du pays ? En quoi est-ce qu'elles s'alignent avec les politiques et leçons du FIDA dans ces contextes? Le FIDA a-t-il entrepris au moment pertinent des activités de relèvement? La stratégie de ciblage couvre-t-elle les populations vulnérables les plus affectées par les conflits? Les projets financés par le FIDA sont-ils coordonnés avec ceux d'autres partenaires intervenant dans les domaines humanitaires et de développement ?
- **La durabilité des interventions** est une question centrale en RDC, compte tenu de la durée des projets, des modestes ressources gouvernementales accordées au secteur agricole mais aussi de la conception des projets:
Est-ce que la conception des projets assure la durabilité des effets et prévoit une stratégie de sortie? Le gouvernement a-t-il joué son rôle dans la pérennisation des résultats des projets clôturés, notamment ceux relatifs aux infrastructures, aux services agricoles et sociaux mis en place? Quels sont les avantages et désavantages de la stratégie de durabilité basée sur les organisations à la base, en se reposant moins sur les agences étatiques provinciales et locales? Des partenariats ont-ils été mis en place avec d'autres projets de développement intervenant dans les zones d'activité en vue de consolider les acquis des interventions du FIDA?
- Les questions relatives à **l'égalité genre et l'émancipation des femmes** sont une thématique prioritaire des COSOP à cause de la position des femmes dans le contexte de la RDC, et l'ESPP évaluera leur prise en compte au sein des projets:
Les projets financés par le FIDA incluent-ils une stratégie genre ? Quel est l'impact des activités du FIDA dans l'égalité genre et l'émancipation des femmes? Quelle a été l'action du FIDA au profit des femmes particulièrement affectées par les conflits (violences sexuelles, déplacements forcés...)?
- **La participation et l'impact sur les jeunes ruraux** est une autre thématique prioritaire des COSOP. Compte tenu du poids démographique des jeunes et du taux élevé du chômage, l'ESPP s'interrogera sur les mécanismes mis en œuvre par le FIDA pour renforcer leurs capacités et créer des opportunités d'emploi:
Comment est-ce que les besoins spécifiques des jeunes ruraux, et aussi des jeunes sans emploi installés en zones péri-urbaines, ont été pris en compte dans les activités financées par le FIDA? Sont-ils bien représentés dans les organisations paysannes appuyées? Dans quelle mesure est-ce que les interventions ont promu l'emploi des jeunes en zones rurales, et freiné l'exode rural des jeunes?
- **Le montage institutionnel** sera évalué par l' ESPP à l'aune des différentes structures de coordination, de liaison et de gestion présentes (Bureau Pays du FIDA; Bureau de liaison; les structures de gestion des projets) et leur capacité à s'adapter à la structure administrative du pays:
Dans quelle mesure le montage institutionnel entre les différentes structures de coordination, de liaison et de gestion est-il efficace et s'inscrit dans la complémentarité? Quel est le rôle joué par chacune de ces structures? Le programme a-t-il pu s'adapter à l'évolution de la décentralisation en RDC en assurant un bon cadrage entre les procédures de gestion des projets et les systèmes des gouvernements locaux?
- La question de **l'efficacité du programme** est soulevée par les importants coûts liés à la gestion et la coordination du programme en RDC. Le pays est vaste et enclavé et l'ESPP s'intéressera à la stratégie de ciblage géographique ainsi qu'à la gestion du programme en générale et la gestion fiduciaire en particulier, en lien avec l'efficacité:
Les interventions sont-elles justifiées par rapport aux coûts et risques, et aux bénéfices? Dans

quelle mesure la stratégie de ciblage géographique est-elle efficiente? Quelle est la part des coûts liés à la gestion et la coordination du programme? Quelle est l'impact de la gestion fiduciaire dans l'efficacité des projets?

- Les **aspects environnementaux et le changement climatique** constituent une priorité dans la politique du FIDA. Dans un pays dont le développement durable repose largement sur les ressources naturelles, il sera nécessaire de s'interroger sur l'impact des projets sur l'environnement:
Dans quelle mesure les activités financées par le FIDA prennent-elles en considération les conditions environnementales et risques liés au changement climatique dans les zones d'intervention, ainsi que leur impact sur l'environnement et les ressources naturelles? Est-ce que les techniques agricoles et autres activités économiques promues par les interventions font usage optimal des ressources naturelles disponibles tout en étant durables sur le plan environnemental?

A. Performance du portefeuille de projets

37. L'évaluation de la performance du portefeuille de projets permettra de déterminer leur **impact sur la pauvreté rurale**. Celui-ci correspond à l'impact, positif et négatif, induit par une intervention de développement, directement ou non, sur les conditions de vie des ruraux pauvres. Quatre domaines d'impact seront considérés: i) les revenus et avoirs nets des ménages; ii) le capital humain et social et l'autonomisation; iii) la sécurité alimentaire et la productivité agricole; iv) les institutions et politiques.
38. En vue d'évaluer la performance des projets, le Bureau indépendant de l'évaluation appliquera sa méthodologie d'évaluation pour les projets couverts par l'ESPP. Celle-ci a recours à des critères d'évaluation actualisés³⁰, que sont:
- **La pertinence**, qui est la mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement coïncident avec les besoins des bénéficiaires et du pays, les priorités du fond et les politiques des partenaires et des donateurs. Elle suppose aussi d'évaluer la cohérence et la conception du projet dans la perspective de la réalisation de ses objectifs.
 - **L'efficacité**, qui est la mesure dans laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative.
 - **L'efficience**, qui est la mesure dans laquelle la conversion des ressources (fonds, compétences spécialisées, temps...) en résultats est économique.
 - **La durabilité des avantages**, qui se réfère à la probabilité de pérennisation des avantages nets résultant d'une intervention de développement au-delà de la phase de financement extérieur. Ce critère comporte également l'évaluation de la probabilité, pour les résultats effectifs et prévus, de persister en dépit des risques après la fin de l'intervention.
39. La méthodologie d'évaluation du FIDA intègre en complément aux critères susmentionnés d'autres critères plus spécifiques.
- **Le critère d'égalité des sexes et autonomisation des femmes** est la mesure dans laquelle les interventions du FIDA ont favorisé l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, par exemple, en ce qui concerne l'accès et les droits des femmes aux actifs; ressources et services; la participation au processus décisionnel; l'équilibre de la charge de travail et l'impact sur le revenu des femmes, la nutrition et les moyens de subsistance.
 - **Le critère de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle**, est la mesure dans laquelle les actions de développement du FIDA: i) sont parvenues à introduire des approches novatrices de réduction de la pauvreté rurale; et ii) ont été reproduites à plus grande échelle (ou le seront

³⁰ L'ensemble des définitions des critères d'évaluation ci-dessous sont tirées du Manuel de l'Évaluation, Deuxième édition, Bureau Indépendant de l'Évaluation, FIDA, Novembre 2015.

vraisemblablement) par les autorités gouvernementales, les organisations de donateurs, le secteur privé et d'autres institutions.

- **La gestion de l'environnement et des ressources naturelles** est la mesure dans laquelle un projet contribue à des changements dans la protection, la remise en état des ressources naturelles et de l'environnement ou à leur épuisement.
- **L'adaptation au changement climatique** est la contribution du projet à l'amélioration de la résilience face au changement climatique et au renforcement de la capacité des bénéficiaires à gérer les risques climatiques à court et à long terme.

40. **Couverture de l'évolution stratégique et des projets.** Conformément au Manuel d'évaluation, les ESPP couvrent généralement les opérations du FIDA dans le pays concerné sur une période d'environ 10 années. Dans le cadre de cette ESPP, la période retenue s'étend de 2003 à 2015 et couvrira l'ensemble des projets approuvés, dans le contexte post-conflit, sous les COSOP 2003 (reconduit en 2008) et 2012.

Le COSOP 2003 et celui de 2012 sont également inclus dans l'examen de l'ESSP.

41. Depuis 2003, le FIDA a approuvé 5 nouveaux financements, qui seront évalués par l'ESPP:

- (i) le Programme de Relance agricole dans la province de l'Equateur (PRAPE) – Prêt FIDA 14,8 US\$ millions
- (ii) le Programme de Relance agricole dans la province Orientale (PRAPO) – Financement FIDA 15,8 US\$ millions (Prêt 15,5 US\$ millions; Don 0,3 US\$ millions)
- (iii) le Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema (PIRAM) – Don FIDA 23,3 US\$ millions
- (iv) le Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers (PAPAKIN) – Phase I – Don FIDA 68,4 US\$ millions
- (v) le Programme d'appui au secteur agricole au Nord Kivu (PASA-NK) – Financement FIDA 33,8 US\$ millions (Prêt 16,89 US\$ millions; Don 16,89 US\$ millions)

Parmi les projets susmentionnés, le PRAPE et le PRAPO sont clos tandis que le PIRAM et le PAPAKIN sont en cours, avec des états d'avancement variables. Le PAPAKIN n'ayant débuté ces activités qu'en mars 2014, il ne sera évalué que sa pertinence vis-à-vis du COSOP et son efficacité.

Le Programme d'appui au secteur agricole au Nord Kivu (PASA-NK), approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en Décembre 2015, ne démarrera ses activités que dans les mois à venir. Tout de même, la pertinence de ce projet sera examinée en relation avec le COSOP et les considérations stratégiques.

42. **Projet Bio-économie.** L'ESPP s'intéressera également au projet de "la bio-économie intégrée pour l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations en République Démocratique du Congo", mis en œuvre par le PNUD, et ayant bénéficié, entre 2011 et 2012, d'un financement initial total de 2,5 millions de dollars du FIDA (un don de 500 000 dollars puis un financement du gouvernement de 2 000 000 de dollars sur fonds FIDA³¹). Ces fonds proviennent des financements octroyés par le FIDA au PRAPE et au PRAPO. Une attention particulière sera accordée à l'architecture de l'accord, à la pertinence du projet et à son alignement avec la stratégie du FIDA.

³¹ Ce montant sera par la suite réduit à 1 278 635 millions de dollars et le FIDA, par le biais du gouvernement, demandera le remboursement du reliquat.

43. **L'évaluabilité** des projets couverts par l'ESPP dépend de leur état d'avancement.

Schéma 4

Evaluabilité des projets concernés par l'ESPP 2016

Nom du projet	Date d'approbation	Démarrage effectif	Statut	Date de clôture	Décaissement	Critères d'évaluation
Programme de Relance agricole dans la province de l'Equateur (PRAPE)	21 Avril 2004	10 Déc 2005	Clos	30 Juin 2013	85%	Tous critères
Programme de Relance agricole dans la province Orientale (PRAPO)	13 Dec 2005	6 Dec 2007	Clos	30 Avril 2014	90%	Tous critères
Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema (PIRAM)	17 Dec 2008	20 Jan 2010	En cours	30 Juin 2020	51,1% (Juillet 2015)	Pertinence Efficacité Efficience
Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers (PAPAKIN) – Phase I	21 Sept 2012	10 Mars 2014	En cours	30 Juin 2018 ³²	10% (Juillet 2015)	Pertinence Efficience
Programme d'appui au secteur agricole au Nord Kivu (PASA-NK)	17 Déc 2015	–	Non Effectif	2024	-	Pertinence

44. **Dons.** Le programme du FIDA en RDC comprend une série de dons au niveau national et régional. Les dons nationaux font partie de la couverture des initiatives à évaluer ainsi que la contribution des dons régionaux au programme de pays. Le tableau à l'annexe 2 fait état de la liste des dons et de leur volume financier respectif.
45. Par le passé, les ESPP menées par le BIE sélectionnaient un échantillon de dons dont elles étudiaient et évaluaient la performance. Dans le cadre de cette ESPP, l'approche retenue est différente et vise à répondre à des questions clés concernant le rôle joué par les dons et leur alignement dans le cadre de la stratégie pays du FIDA. Pour cela, le questionnement s'articulera autour de deux sujets majeurs:
- Quelles sont les difficultés et les contraintes rencontrées dans le cadre du programme et résolues par les dons?
 - Dans quelle mesure les dons ont-ils permis d'améliorer la performance actuelle du programme-pays ?
46. Cette nouvelle méthode d'évaluation des dons fait suite aux conclusions de la récente Evaluation au niveau de l'institution relative à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons. Celle-ci a souligné l'importance d'un usage des dons qui soit conforme à la stratégie du programme-pays. L'évaluation exclusive des dons provenant du programme régulier de dons du FIDA, telle qu'elle

³² Date de clôture de la première phase du projet.

était effectuée dans les ESPP précédentes, ne permettait pas de mettre en évidence la diversité des dons et des activités qu'ils financent.

B. Activités hors-prêts

47. L'ESPP identifiera et évaluera les activités hors-prêts menées au cours de la période retenue. L'analyse des activités "hors prêt" portera sur des initiatives telles que la gestion des savoirs, la concertation sur le dialogue politique et l'établissement des partenariats. Ceci inclura une appréciation des efforts associés du FIDA et du Gouvernement de la RDC dans ces activités. L'ESPP s'interrogera sur le rôle joué par les activités hors-prêts dans l'optimisation de l'impact des opérations du FIDA dans le pays.
48. L'ESPP s'intéressera d'abord aux objectifs définis par les COSOP pour chaque activité puis, le cas échéant, elle fera le point sur d'autres nouvelles activités qui n'étaient pas prévues par les COSOP mais qui ont été développées au cours des dernières années.
Concernant le dialogue politique, le rôle du FIDA dans l'influence des politiques gouvernementales sur la base des objectifs prévus et des enseignements tirés de ses propres expériences sur le terrain sera évalué. Au niveau des partenariats, il sera accordé un intérêt particulier à la contribution du FIDA aux efforts de coordination et d'harmonisation de l'aide, particulièrement dans le secteur agricole ainsi qu'aux partenariats établis avec des acteurs non étatiques, du secteur privé et de la société civile. Enfin, dans le domaine de la gestion des connaissances, il sera important d'évaluer les activités entreprises et de s'interroger dans quelle mesure elle favorise la répliquabilité des opérations du FIDA.

C. Performance des partenaires

49. **L'évaluation de la performance des partenaires** dans la gestion du programme de pays, y compris certains aspects du processus, sera généralement liée au FIDA et au gouvernement. L'évaluation comportera deux dimensions: i) la performance des partenaires au niveau du projet; et ii) les aspects plus généraux se rapportant à la gestion du programme de pays dans son ensemble et aux processus connexes.
50. L'examen de la gestion de programmes de pays dans son ensemble est crucial, car le modèle opérationnel défini pour le pays est un facteur déterminant pour l'atteinte des objectifs programmatiques (selon le COSOP), ou d'autres objectifs non prévus au départ.
51. Le Programme de Présence sur terrain pour la RDC et le Congo est devenu opérationnel grâce au Mémorandum d'entente signé le 1er Juillet 2005 entre le FIDA et le PNUD/Kinshasa. Conformément à cet accord, le personnel de terrain du FIDA était recruté par le PNUD et son budget était logé dans le compte du PNUD qui a mis à la disposition du programme, deux locaux. Une Chargée de l'appui sur le terrain, en la personne de Monique Mputu Dieri, était en charge d'assurer l'interface entre le siège du FIDA et ses partenaires en RDC et au Congo. Elle travaillait sous la responsabilité directe du Chargé de programme pour la RDC, basé à Rome.
A partir du mois d'avril 2011, le Gouvernement de la RDC et le FIDA ont signé un accord relatif à l'établissement d'un bureau-pays à Kinshasa. Le Chargé de programme, désormais basé à Kinshasa, dirige une équipe de 5 personnes. L'ESPP s'intéressera à l'évolution de la présence sur le terrain du FIDA en RDC et s'interrogera dans quelle mesure l'établissement d'un bureau-pays a permis une meilleure coordination et supervision des activités du FIDA. Ce questionnement permettra d'enrichir l'analyse au niveau de l'Institution sur la décentralisation actuellement menée par le BIE.
L'ESPP considèrera également le rôle du bureau de liaison au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage et la complémentarité de son action avec le Bureau-pays.

D. Synthèse de la performance de la stratégie et du programme de pays

52. Pour évaluer la pertinence de la stratégie de pays, l'ESPP étudiera le COSOP et ses examens, ainsi que leur mise en œuvre effective. L'ESPP prendra en considération l'alignement et la cohérence: i) des objectifs stratégiques; ii) de la priorité géographique; iii) du ciblage sous-sectoriel; iv) des principales institutions partenaires; v) de l'approche de ciblage utilisée, y compris l'accent sur les groupes sociaux choisis; vi) de la gamme des instruments dans le programme de pays (prêts, dons, et activités hors-prêts); et vii) des dispositions relatives à la gestion du programme de pays et du COSOP.
53. L'évaluation de l'efficacité de la stratégie de pays détermine dans quelle mesure les objectifs stratégiques globaux (selon le COSOP) ont été atteints et si d'autres résultats significatifs, mais non prévus à l'origine, ont été réalisés au niveau du programme, et si un lien logique crédible peut-être établi entre les initiatives soutenues par les partenaires aussi bien que par le FIDA (prêt, activités hors prêts, gestion du programme) et les résultats observés. En particulier, l'évaluation de l'efficacité cherchera à expliquer le rôle joué par le gouvernement et le FIDA dans la gestion du programme de pays dans son ensemble et l'obtention des résultats.
54. A partir de l'évaluation des critères sus-mentionnés, l'ESPP pourra analyser les priorités et les activités des autres principaux bailleurs en RDC et voir en quoi l'action du FIDA apporte une valeur ajoutée. Une notation globale de la performance de la stratégie sera octroyée par l'ESPP, en tenant compte de l'évaluation des critères de pertinence et d'efficacité.

E. Éléments clés de l'évaluation

55. **Processus de l'évaluation.** L'ESPP comprendra cinq phases principales que sont : i) la phase d'examen documentaire; ii) la phase préparatoire, iii) la phase de travail de terrain, iv) la rédaction d'un rapport et v) les activités de communication.
56. La *phase d'examen documentaire* comprendra la rédaction de documents d'analyse de projet basée sur la lecture de la documentation disponible suivant un format standardisé développé par le BIE.
57. La *phase de travail préparatoire* comprend une mission préparatoire à Kinshasa pour échanger avec le Gouvernement et d'autres partenaires et identifier les priorités du Gouvernement pour l'ESPP. Cette phase fournira également l'opportunité d'identifier et sélectionner les consultants qui formeront l'équipe d'évaluation. Le BIE préparera un document d'orientation qui sera partagé avec la division régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA) du FIDA puis, avec le Gouvernement, afin de recueillir leurs commentaires respectifs.
58. Toujours durant la *phase préparatoire*, WCA et le Gouvernement seront invités à produire leurs propres autoévaluations et ceci afin de mieux connaître les perspectives des partenaires, de préparer les instruments d'analyse, de permettre de faire le point, au préalable, sur la disponibilité des données et informations et de prendre les mesures nécessaires pour collecter les informations manquantes durant la mission principale. A cette fin, le BIE fournira un questionnaire au département WCA et au Gouvernement afin de préparer leurs auto-évaluations respectives. Une discussion sur les résultats de l'étude de la documentation menée par le BIE et des autoévaluations faites par le département WCA et le Gouvernement aura lieu au début de la mission principale et permettra d'éclaircir les différences d'analyse et d'appréciation.
59. La *phase de travail de terrain* comprendra plusieurs activités dont la mission d'évaluation principale qui sera réalisée en RDC durant trois à quatre semaines. Elle aura pour mission: i) l'analyse de la stratégie du FIDA; ii) la revue des autoévaluations produites par le Gouvernement et le département WCA; iii) la conduite de visites de terrain dans les zones des projets sélectionnés pour cette

ESPP afin de constater les activités menées et s'entretenir avec les bénéficiaires; iv) la tenue de réunions dans la capitale avec des représentants du Gouvernement, d'organisations internationales, d'ONG, d'organisations paysannes et d'autres spécialistes ou chercheurs sur des questions concernant les activités "hors prêts" ou d'autres questions clés d'ordre stratégique ou thématique.

A la fin de la mission principale, une séance de clôture sera organisée avec le Gouvernement, le Chargé de portefeuille pays, le Bureau du FIDA en RDC et les partenaires du programme afin de discuter des premiers résultats qui seront résumés dans une fiche synthétique.

60. Pour la mission de terrain, plusieurs outils de recherche qualitatifs seront mobilisés et constitueront la source principale de collecte des données: i) des groupes de discussion sur des thématiques spécifiques et impliquant les bénéficiaires (agriculteurs, pêcheurs, femmes, organisations paysannes...); ii) des rencontres avec les acteurs gouvernementaux- au niveau national et provincial, et incluant le personnel des unités de gestion de projet; iii) des entretiens avec les acteurs non gouvernementaux clés, tels que les organisations de la société civile, les acteurs privés, les experts et les acteurs académiques, qui investissent les débats sur les secteurs d'activité du FIDA en RDC, iv) enfin, des rencontres avec des partenaires de développement présents dans le champ d'action du FIDA.
61. Au cours de la mission de terrain, l'équipe d'évaluation sera divisée en deux afin d'optimiser le travail d'enquête et faire face aux contraintes de temps, de logistique et de ressources. Une première équipe couvrira i) le PPAKIN qui se situe dans les provinces de Kinshasa, du Bas-Congo et du Kwilu et, ii) le projet Bio-Economie, plus précisément les activités installées dans la zone de Kinshasa (Centre de N'selé). La seconde équipe aura pour mission d'évaluer le PIRAM qui est en cours dans la province du Maniema.
62. La *phase de rédaction* du rapport de l'ESPP suivra la phase de travail de terrain. L'équipe de l'ESPP préparera son rapport d'évaluation sur la base des données et des informations recueillies tout au long du processus d'évaluation. Le rapport sera soumis à une rigoureuse revue interne au sein du BIE. Par la suite, le projet de rapport sera partagé simultanément avec le département WCA et le Gouvernement pour recueillir leurs commentaires. Le BIE fournira une description détaillée de la manière dont les commentaires ont été pris en considération puis, le document sera finalisé.
63. La phase finale de l'évaluation concernera les *activités de plaidoyer et de communication* qui permettront d'assurer une dissémination effective des résultats, enseignements tirés et recommandations de l'ESPP. Parmi les activités prévues figure l'organisation d'un atelier national à Kinshasa.
64. **Accord conclusif.** Conformément à la Politique de l'évaluation du FIDA, chaque évaluation est complétée par un accord conclusif. Ce dernier est un document court qui illustre les principales conclusions et recommandations contenues dans l'ESPP que le FIDA et le Gouvernement conviennent d'adopter et de mettre en œuvre dans des délais précis. L'accord conclusif sera établi suite à l'atelier national de l'ESPP et bénéficiera des commentaires des participants à cet atelier. Une fois finalisé, l'accord conclusif sera signé par le Gouvernement de la RDC, représenté par le ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage et par le FIDA, représenté par le Vice-président adjoint exécutif du département de gestion des programmes. Le BIE n'est pas partie prenante dans l'accord conclusif mais facilite le processus de sa finalisation.
65. Le "**Partenariat principal de l'apprentissage**". Une pratique courante dans les évaluations menées par le FIDA est la constitution d'un "partenariat principal de l'apprentissage". Celui-ci sera formé au début de l'évaluation et ses membres contribueront en fournissant leurs orientations et commentaires sur le document d'orientation et sur une version préliminaire du rapport d'évaluation. Les membres

du "partenariat principal de l'apprentissage" faciliteront l'utilisation des résultats et recommandations de l'ESPP et participeront à l'atelier final qui sera l'occasion de discuter les principaux résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation.

66. La composition du " partenariat principal de l'apprentissage" est définie comme suit:

	Organisation	Nom	Fonction
Gouvernement	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage	John BANZA	Conseiller du Ministre
		Placide GUWENDA	Administrateur du bureau de liaison FIDA
	Ministère du Développement rural	Donatien KASONGO ILUNGA	Directeur des voies de desserte agricole
	Ministère des Finances	Clement MBIKAY	Coordonnateur adjoint, Cellule de suivi des projets
	Ministère du Plan et suivi de la Révolution de la modernité	Edmond BUNDUTIDI MBENZA	Directeur des Services productifs
Partenaires de développement	INADES	Sylvain NTUMBA MUTUENZENZABU	Directeur National, INADES
Coordonnateurs de programme	PIRAM		Coordonnateur National
	PAPAKIN	Benoit PEMBE NSIESE	Coordonnateur National
	PRAPE	Marcelin KIBONGO	Coordonnateur National
FIDA	Afrique de l'Ouest et Central (WCA)	Ides DE WILLEBOIS	Directeur, WCA, FIDA
		Rasha OMAR	Ex-Chargée de programme pays RDC, WCA, FIDA
		Jean-Pascal KABORE	Chargé de programme pays RDC (par intérim), WCA, FIDA
	Bureau Independent de l'évaluation (BIE)	Oscar GARCIA	Directeur, BIE, FIDA
		Ashwani MUTHOO	Directeur adjoint, BIE, FIDA
		Pradeep ITTY	Responsable principal d'évaluation, BIE, FIDA
		Michael CARBON	Chargé principal d'évaluation, BIE, FIDA

67. **Équipe de l'évaluation.** Le Directeur du BIE assurera la supervision de l'ESPP. Mr Pradeep Itty, Responsable principal d'évaluation, BIE, a été désigné comme responsable de l'ESPP. Il est assisté dans cette mission par Mr Michael Carbon, Chargé principal d'évaluation, ayant rejoint le BIE à partir du mois de février 2016. Mr Michael Carbon succèdera à Mr Pradeep Itty, qui quitte le BIE au mois de mai 2016, en tant que responsable de l'ESPP.
68. Le responsable de l'évaluation coordonnera le travail d'une équipe de consultants qui sera composée de: i) un consultant, avec une solide expérience dans l'évaluation des programmes de développement agricole et rural; ii) un spécialiste

en infrastructures rurales, ayant une bonne connaissance de leurs mécanismes d'entretiens; iii) un analyste de recherche en évaluation ayant une connaissance approfondie des documents relatifs aux projets et à la stratégie de pays iv) deux consultants nationaux qui seront en charge des organisations paysannes, du genre et pouvant également assurer une meilleure compréhension du contexte national et local. Enfin, une assistante d'évaluation, basée à Rome, fournit un appui administratif et logistique à l'équipe.

69. **Communication et dissémination des résultats.** En conformité avec la politique de l'évaluation du FIDA, le rapport d'évaluation sera distribué aux membres du "partenariat clé" ainsi qu'à d'autres bailleurs de fonds, ONG et organisations actives en RDC. Les documents de travail techniques seront disponibles sur demande. Les principaux résultats seront présentés durant l'atelier final et ceci afin d'assurer une discussion plus participative. L'accord conclusif sera publié en pièce jointe au rapport principal³³.
70. Le Bureau indépendant de l'évaluation (BIE) rédigera aussi deux documents de deux pages chacun, le profil et la perspective de l'évaluation, destinés à une audience plus large. Le profil présentera une courte synthèse des résultats de l'évaluation, tandis que la perspective sera dédiée à un thème principal découlant de l'évaluation. Le profil, la perspective ainsi que le rapport d'évaluation seront disponibles sur le site Internet du BIE ainsi que sur les sites d'autres institutions et réseaux partenaires.
71. **Le calendrier des activités** est présenté dans le tableau ci-dessous. WCA et le Gouvernement examineront attentivement les diverses activités et les délais proposés, étant donné que leurs participations et contributions seront un élément essentiel pour assurer le succès de l'ESPP.

<i>Activités</i>	<i>Date</i>
Information officielle du gouvernement de la RDC sur l'organisation de l'ESPP	Décembre 2015
Mission préparatoire en RDC	1-10 Février 2016
Phase de revue de la documentation de l'ESPP: préparation des notes de projets	Déc 2015 – Mars 2016
Envoi des auto évaluations au BIE par le gouvernement de la RDC et le Département WCA	29 Février 2016
Soumission du Document d'orientation par le BIE au Département WCA et au Gouvernement pour commentaires	Février 2016
Mission principale de l'ESPP en RDC	4 Avril - 25 Avril 2016
Réunion-bilan avec le Gouvernement	25 Avril 2016
Rédaction du rapport	Avril-Juin 2016
Examen interne par les collègues BIE	Juillet 2016
Commentaires du Département de gestion des programmes (PMD) et du Gouvernement sur la version provisoire du rapport	Septembre 2016
Finalisation de l'ESPP: Organisation d'un Atelier National à Kinshasa*	Octobre 2016

*Les dates pour l'Atelier National seront fixées en concertation avec le gouvernement

³³ Le rapport sera rédigé en français. Le sommaire exécutif et le texte de l'accord conclusif seront traduits en anglais.

Cadre d'évaluation de l'ESPP de la RDC

Critères	Questions d'orientation	Sources
ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE		
Impact sur la pauvreté rurale	<p><u>Questions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'initiative a-t-elle eu l'impact prévu sur le groupe cible? (déterminer et indiquer le nombre approximatif de personnes (ventilées par sexe) qui ont été touchées par l'initiative évaluée) - Dans quelle mesure les revenus des bénéficiaires ont-ils changé du fait du projet? - Comment les avoirs nets des ménages ont-ils changé du fait de l'intervention? - Quels changements ont été apportés à la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages et comment s'expliquent ces changements? <p><u>Quatre domaines d'impact:</u></p> <p>Revenus et avoirs des ménages Capital humain et social et autonomisation Sécurité alimentaire et productivité agricole Institutions et politiques</p>	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u> : observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>
Pertinence	<p>1. Pertinence des objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les objectifs du projet sont-ils conformes aux principaux objectifs du FIDA et du gouvernement visant à promouvoir le développement agricole durable ainsi que les besoins des populations rurales pauvres? <p>2. Pertinence des approches des projets</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conception du projet était-elle appropriée (par exemple, en ce qui concerne les composantes, les allocations financières, les arrangements institutionnels...) pour atteindre les objectifs de l'intervention? - Le projet a-t-il été modifié pendant la mise en œuvre pour tenir compte des changements du FIDA et assurer qu'il conserve sa pertinence? 	<p><u>Documents</u> Politiques et stratégies officielles du Gouvernement (nationales / sectorielles)</p> <p>COSOP FIDA FIDA : documents de conception, supervisions, revue à mi- parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u> : observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>

Critères	Questions d'orientation	Sources
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure les objectifs du projet et de ses composantes ont-ils été atteints d'un point de vue à la fois quantitatif et qualitatif? - En particulier, quels changements du contexte global (par exemple, cadre légal, situation politique, dispositif institutionnel, chocs économiques, troubles civils...) ont affecté ou sont susceptibles d'affecter l'exécution du projet et ses résultats globaux? - Quels sont les facteurs relatifs à la conception et à l'exécution du projet qui expliquent les résultats estimatifs en terme d'efficacité? Existe-t-il des alternatives valides? 	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u>: CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u>: observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de rentabilité économique au moment de l'évaluation est-il comparable à celui qui avait été calculé lors de la conception? - Quel est le coût du prêt par bénéficiaire (tant au moment de la préévaluation qu'à celui de l'évaluation) et est-il comparable à celui d'autres opérations financées par le FIDA (ou par d'autres donateurs) dans le même pays ou dans d'autres pays? - Quels sont les coûts totaux de gestion du projet par rapport aux coûts totaux du projet et sont-ils comparables à ceux de projets similaires? 	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u>: CPM, équipe du projet</p>
Durabilité des avantages	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités du projet bénéficient-elles de l'engagement, de la participation et de l'appropriation des communautés locales, des organisations de base et de la population rurale pauvre, et les démarches retenues sont-elles techniquement viables? - Existe-t-il une indication claire de l'engagement du gouvernement après la date de clôture du prêt, en ce qui concerne par exemple l'allocation de fonds à certaines activités, les ressources humaines disponibles, la continuité des politiques favorables aux pauvres, les approches de développement participatives et l'appui institutionnel? - Quelle est la probabilité que les avantages apportés par le projet persistent après sa clôture et quelle est la résistance probable des activités économiques aux risques après la fin du projet? 	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u>: CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u>: observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>
Egalité entre les sexes et	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les réalisations du projet en matière de promotion de l'égalité entre les sexes et autonomisation des femmes? (déterminer si 	

Critères	Questions d'orientation	Sources
autonomisation des femmes	<p>des changements ont été apportés; à l'accès des femmes aux ressources, avoirs et services; à l'influence des femmes sur la prise de décision; à la répartition de la charge de travail au sein du ménage; à la santé des femmes, aux compétences, aux revenus et à la nutrition...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quel pourcentage des ressources du projet a été investi dans des activités visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et est-il comparable à d'autres projets financés par le FIDA? - Dans quelle mesure le projet a-t-il défini et suivi des résultats ventilés par sexe pour s'assurer que les objectifs en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation étaient atteints? La structure d'exécution du projet était-elle adéquate pour soutenir la mise en œuvre effective des objectifs en matière d'égalité entre les sexes et autonomisation des femmes? 	
Innovation et reproduction à plus grande échelle	<p><u>Innovations:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les caractéristiques de l'innovation ou des innovations promues par l'intervention? - Sont-elles cohérentes avec la définition de ce concept adopté par le FIDA? - Les actions en question sont-elles réellement novatrices ou sont-elles déjà bien établies ailleurs, mais nouvelles dans le pays ou la zone du projet? - A-t-on eu recours à des dons pour promouvoir l'innovation? <p><u>Reproduction à plus grande échelle:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les éléments qui ont été utilisés pour justifier la reproduction à plus grande échelle et les innovations promues avec succès ont-elles été documentées et partagées pour faciliter la reproduction à plus grande échelle? - Le FIDA a-t-il pris les devants en s'engageant dans des activités de partenariat et de concertation sur les politiques pour faciliter l'adoption des innovations réussies? - D'après les éléments dont on dispose, ces innovations ont-elles été reproduites à plus grande échelle et, dans l'affirmative, par qui? Dans le cas contraire, quelles sont les perspectives au moment de l'évaluation qu'elles puissent être et soient effectivement reproduites à plus grande 	<p><u>Documents</u></p> <p>FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u>: CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u>: observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>

Critères	Questions d'orientation		Sources
	<p>échelle par le gouvernement, d'autres donateurs ou le secteur privé? Quelles étaient/sont les modalités de reproduction à plus grande échelle?</p>		
<p><u>Gestion de l'environnement et des ressources naturelles</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment la base de ressources naturelles (terre, eau, forêts, pâturages, stocks de poisson...) a-t-elle changé? - Dans quelle mesure l'accès des communautés locales aux ressources naturelles (en général et en particulier pour les pauvres) a-t-il changé? - Comment le degré de vulnérabilité de l'environnement (par exemple risque de dommages de pollution, instabilités des ressources, risque de catastrophes naturelles) a-t-il changé? - Les résultats du projet sont-ils durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire, la surexploitation des ressources renouvelables a-t-elle été évitée et la biodiversité préservée? - Le projet a-t-il respecté des normes environnementales bien conçues? 		<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u> : observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>
<p><u>Adaptation au changement climatique</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles activités relevant spécifiquement de l'adaptation , l'initiative prévoyait-elle, le cas échéant, et quels ont été leurs effets sur les populations rurales pauvres? - Quels étaient les montants et la nature des fonds alloués à l'adaptation aux risques liés au changement climatique? - Quels sont les facteurs les plus importants qui ont aidé les populations rurales pauvres à restaurer la base de ressources naturelles et l'environnement qui ont été ou ont pu être affectés par le changement climatique? 		<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, spécialistes de secteur</p> <p><u>Visites de terrain</u> : observations, groupes focaux, informateurs clé, mini-enquêtes</p>
<p>Performance des partenaires</p>	<p>FIDA Gouvernement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regard sur les questions spécifiques qui concernent le processus de formulation d'un projet, la gestion des projets, les aspects fiduciaires, la supervision et la mise en œuvre de l'appui technique et (pour le gouvernement) l'adoption de stratégies et politiques publiques cohérentes avec les exigences et les objectifs 	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement Rapport de revue de la documentation</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts</p>

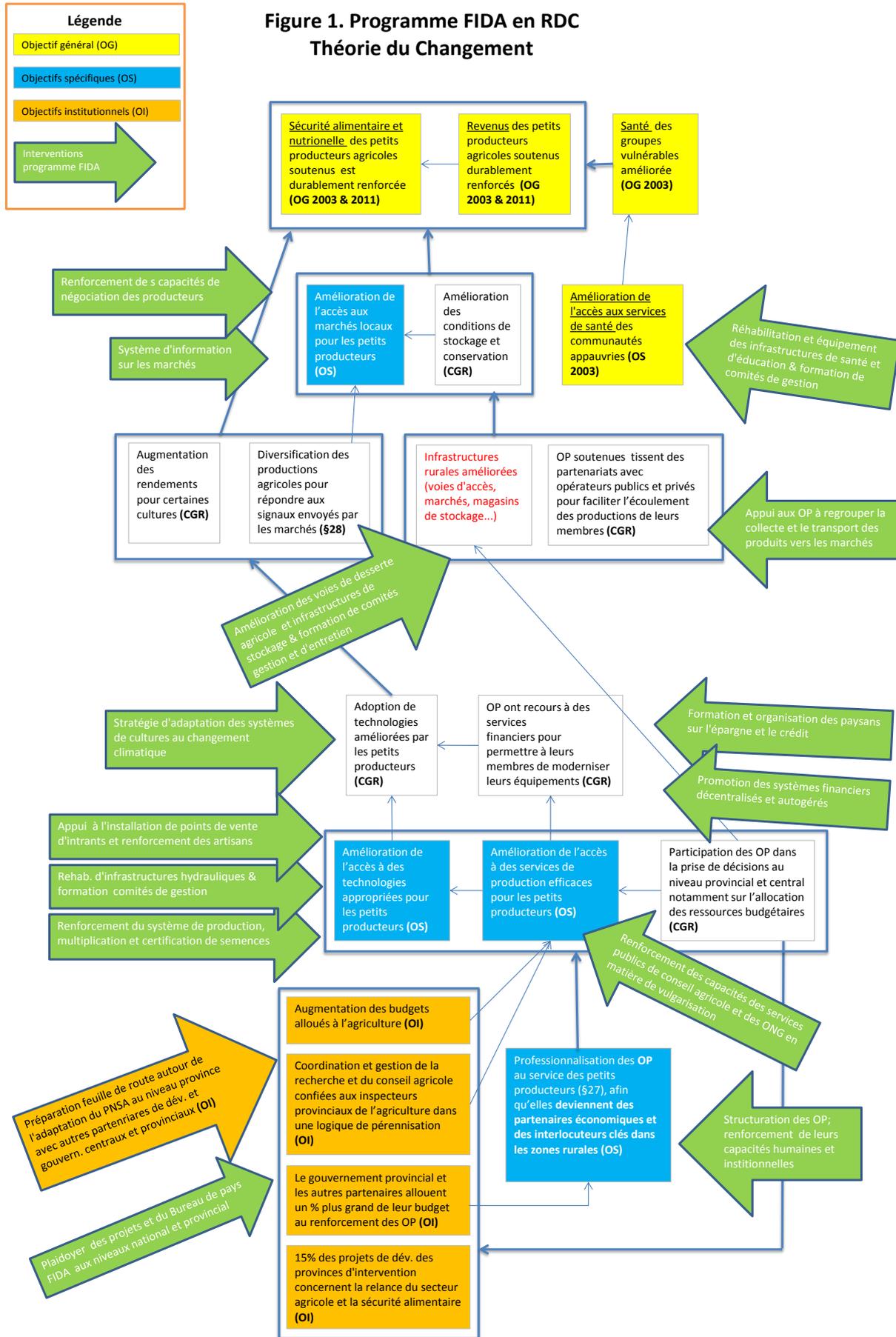
Critères	Questions d'orientation	Sources
	des projets, l'accord de prêt et autres obligations.	Fonctionnaires
ANALYSE DES ACTIVITES «HORS PRET»		
Partenariats <i>Sous critères: pertinence et efficacité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des partenariats du FIDA avec les bailleurs, le gouvernement (au niveau national et provincial), la société civile et le secteur privé: - Dans quelle mesure les partenariats établis s'alignent-ils avec les objectifs énoncés dans les COSOP? - Quels sont les résultats atteints à travers l'établissement de ces partenariats? 	<u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours Auto – évaluation FIDA / Gouvernement <u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts Fonctionnaires
Dialogue politique <i>Sous critères: pertinence et efficacité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le FIDA a-t-il saisi l'opportunité de ses expériences sur le terrain afin de sensibiliser le gouvernement et les autres bailleurs sur les bonnes pratiques? - Quel rôle joue le FIDA au sein du Groupe de coordination des bailleurs et dans la formulation des priorités du secteur agricole au sein des Documents Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) publiés par le Ministère du Plan? 	<u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours Auto – évaluation FIDA / Gouvernement <u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts Fonctionnaires
Gestion des savoirs <i>Sous critères: pertinence et efficacité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les activités de gestion des savoirs entreprises par le bureau-pays?. - Quel est le rôle du suivi et évaluation dans la gestion et la dissémination des connaissances? - Capitaliser, documenter et disséminer les expériences de terrain. 	<u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours Auto – évaluation FIDA / Gouvernement <u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts Fonctionnaires
ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES COSOP (ANALYSE STRATEGIQUE)		
Pertinence	<i>1. Alignement avec les objectifs stratégiques du COSOP</i> <ul style="list-style-type: none"> - Les objectifs stratégiques énoncés dans le COSOP étaient-ils cohérents avec les stratégies et politiques du gouvernement et avec les objectifs fondamentaux du cadre stratégique en cours et les politiques institutionnelles pertinentes du FIDA? - Dans quelle mesure le FIDA a-t-il favorisé les partenariats avec d'autres 	<u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours Auto – évaluation FIDA / Gouvernement

Critères	Questions d'orientation	Sources
	<p>donateurs multilatéraux et bilatéraux s'occupant de l'agriculture et du développement rural dans le même pays?</p> <p><i>2. Evaluation de la conception et de la cohérence de la stratégie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - La stratégie indiquait-elle succinctement l'avantage comparatif et les compétences du FIDA dans le pays (c'est-à-dire le positionnement pays) constituait-il un programme de pays cohérent et bien conçu? - Les éléments de stratégie et les sous-secteurs les plus appropriés pour l'investissement ont-ils été choisis, compte tenu du contexte et de l'analyse de la pauvreté rurale? - Les priorités géographiques définies dans la stratégie étaient-elles cohérentes avec la définition des groupes cibles? - Les principales institutions partenaires étaient-elles les plus compétentes pour réaliser les objectifs de la stratégie de pays? - Les objectifs stratégiques et la conception et l'exécution des projets ont-ils bien tiré parti de l'expérience du FIDA dans le pays et ailleurs? 	<p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts Fonctionnaires, spécialistes du secteur</p>
Efficacité	<p><i>Questions clés:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure les principaux objectifs reflétés dans le COSOP ont-ils été atteints? - D'autres résultats non prévus initialement ont-ils été atteints ? Comment? - Quels sont les changements de contexte qui ont influencé ou risquent d'influencer la réalisation des objectifs stratégiques? Le COSOP a-t-il été convenablement adapté à mi-parcours pour refléter les changements qui ont caractérisé le contexte? - Quel a été le niveau d'influence des activités financées par le FIDA? - Dans quelle mesure les efforts déployés par le gouvernement et le FIDA dans la gestion du programme ont-ils contribué à l'obtention des résultats? 	<p><u>Documents</u> FIDA: documents de conception, supervisions, revue à mi-parcours</p> <p>Auto – évaluation FIDA / Gouvernement</p> <p><u>Interviews</u> : CPM, équipe du projet, Hauts Fonctionnaires, spécialistes du secteur</p>

Résumé des dons régionaux en RDC

Nom du don	Coût total du don en millions USD	Période de mise en œuvre	Projet/ Programme bénéficiaire
CGIAR - Enhancing Smallholder Access to NERICA for Alleviating Rural Poverty	1,5	03/12/2007 - 30/09/2012	Programme de la RDC
Program for the Support of M&E Systems in IFAD-funded Projects in WCA	1,4	18/06/2007 - 30/09/2012	Don régional. A déterminer si le programme de la RDC en a bénéficié.
FIDAFrique Phase III	2	05/12/2008 - 30/06/2012	Don régional. A déterminer si le programme de la RDC en a bénéficié.
Ensuring access of smallholder farmers to market-appropriate rice seeds mis en œuvre par Africa Rice	1,5		Programme de la RDC
Business Advisory Group for Young Entrepreneurs mis en œuvre par des ONG	1		Programme de la RDC
Improving the Inclusiveness of Agricultural Value Chains in West and Central Africa mis en œuvre par l'université de l'Etat du Michigan (Etats-Unis)	1,5		Programme de la RDC
IFAD-FAO initiative on CD for better management of public investments in small-scale agriculture in developing countries	2.3	Jusque juin 2016 (mais demande d'extension en cours d'examen)	PAPAKIN en RDC (mise en œuvre CEP) et PADEF en Rep Congo (filères manioc et produits halieutiques)
Mainstreaming Food Loss Reduction Initiatives for Smallholders in Food Deficit Areas' des agences des Nations Unies basées à Rome FAO/FIDA/PAM	Voir Wafaa El Khoury, PTA	Voir Wafaa El Khoury, PTA	Pas de relation directe mais résultats utiles pour les 2 programmes en RDC
Strategic analysis and knowledge support systems (SAKSS) initiative in selected African countries coordonné par IFPRI	1.6	5 juin 2012 à 30 juin 2017	Programme de la RDC

Nom du don	Coût total du don en millions USD	Période de mise en œuvre	Projet/ Programme bénéficiaire
Promoting Local Economic and Development and Food Security through Local Development Financing in the Decentralized Context of IFAD Country Projects	0.9	12 mars 2013 au 30 juin 2016	PIRAM
Strengthening Rice Value Chains in West and Central Africa mis en oeuvre par AfricaRice	1.76	20/3/2013 au 30/3/2016	PIRAM mais aucune contribution tangible à date
Programme d'appui aux organisations paysannes coordonné par PTA.	19.9	9 mai 2013 au 30 avril 2018 (pour PROPAC)	Organisation bénéficiaire COPACO. Activités financées sont pertinentes au pôle vivrier de PAPAKIN , et potentiellement au PIRAM et PASA-NK (approche de préparation des plans d'affaires, de leur revue et encadrement de la mise en œuvre des services économiques)
Facilité des Peuples Autochtones	1.48	Voir Antonella Cordone pour dates	Pas de relation directe avec le programme d'investissements. Deux projets sont soutenus par IFAP: (i) Projet de gestion communautaire des forêts dans Walikale, Nord Kivu ; (ii) Collectif pour les Peuples Autochtones au Kivu pour un montant de 37 000 USD et consiste au développement de l'apiculture dans la zone de Kalehe, Sud Kivu.
Making Access to Financial Services Possible in DRC mis en oeuvre par UNCDF	500 000	Octobre 2014 au 31/12/2015	Programme de la RDC
Projet d'achèvement des infrastructures sociales du Programme de relance de l'agriculture dans la Province de l'Equateur coordonné par Congodorpen	500 000	Date d'achèvement juin 2016	PRAPE (clôturé)



Bibliographie

Documents FIDA

Documents stratégiques

FIDA, RDC, Programme d'option stratégiques pour le pays 2003 (COSOP),
Septembre 2003

FIDA, RDC, Programme d'option stratégiques pour le pays 2012(COSOP),
Décembre 2011

FIDA, Manuel de l'Evaluation, Deuxième édition, Bureau Indépendant de
l'Evaluation, Novembre 2015

FIDA, Stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et
Centrale, Octobre 2002

Documents de projets

FIDA, WCA, RDC , Revue annuelle du portefeuille de projets, Juillet 2014 – Juin
2015

FIDA, WCA, RDC , Revue annuelle du portefeuille de projets, Juillet 2011 – Juin
2012

FIDA, PRAPE, Rapport de pré-évaluation, Janvier 2004

FIDA, PRAPE, Revue à mi-parcours, Rapport principal, septembre/octobre 2009

FIDA, PRAPE, Rapports de supervision

FIDA, PRAPE, Rapport d'achèvement, Avril 2013

FIDA, PRAPO, Rapport de pré-évaluation,

FIDA, PRAPO, Revue à mi-parcours, Rapport principal,

FIDA, PRAPO, Rapports de supervision

FIDA, PRAPO, Rapport d'achèvement, Mars 2014

FIDA, PIRAM, Document de conception de projet, Janvier 2009

FIDA, PIRAM, Rapports de supervision

FIDA, PIRAM, Rapport de revue de la première phase, Novembre 2013

FIDA, PAKIN, Document de conception de projet, Février 2013

FIDA , PAKIN, Rapports de supervision

Evaluations du BIE

FIDA, BIE, Analyse au niveau de l'institution, Evaluation de l'engagement du
FIDA dans les Etats et situations fragiles et affectés par les conflits, Mai 2015

FIDA, BIE, Analyse au niveau de l'institution, Evaluation du Programme Pilote de
présence sur le terrain du FIDA, Juillet 2007

Documents du gouvernement

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, RDC, Plan national d'investissement agricole, septembre 2013

Gouvernement de la RDC, Journal Officiel, Projet de Loi portant Code Agricole, Novembre 2011

Ministère du Plan, RDC, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté – DSCR 2 (2011-2015), Octobre 2011

Ministère de l'Agriculture et Ministère du Développement rural, RDC, Stratégie sectorielle de l'agriculture et du développement rural, Mars 2010

Ministère de l'Agriculture, Pêche et élevage, RDC, Note de politique agricole, Avril 2009

Ministère du Plan, RDC, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté – DSCR (2006-2008), Juillet 2006

Autres documents

World Bank. 2016. Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency. DRC. Washington, DC: World Bank Group

Economist Intelligence Unit, DRC Country Report, Janvier 2016

Alexandre Nshue Mokime, Ernest Bamou, Perspectives Economiques en Afrique, BAD, OCDE, PNUD, 2015